



CSAL Formation spécialisée de la Drfip 13

9 juillet 2024

Déclaration liminaire des représentant·es CGT Finances publiques 13

Le 10 juin 2024, la Confédération Générale du Travail (CGT) s'exprimait au lendemain du résultat en France des élections européennes et l'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale par Macron.

Macron n'a cessé de banaliser le Rassemblement National, en reprenant ses thèses, et a mené avec le patronat une **politique sociale violente** qui accrédite l'idée que la seule alternative serait l'extrême droite.

En décidant d'organiser des élections législatives en trois semaines à la veille des Jeux Olympiques et après les premiers départs en vacances, **le président de la République a joué, encore une fois, avec le feu**, en faisant primer de petits calculs politiciens tout en servant de tremplin à l'extrême droite.

Dès le 10 juin, la CGT a dit sa colère et qu'elle ne laisserait pas faire.

Forte de son histoire, **la CGT a pris toutes ses responsabilités pour empêcher qu'à nouveau les travailleuses et les travailleurs ne soient enfermés dans une fausse alternative entre l'extrême droite et le néolibéralisme**, dont les forces de l'argent seraient les plus grandes gagnantes.

Le 10 juin, la CGT a affirmé : **sans sursaut immédiat, l'extrême droite arrivera au pouvoir.**

Le 10 juin, la CGT a affirmé que notre République et notre démocratie étaient en danger.

Et comme l'indignation ne suffit pas, elle a appelé pour empêcher la catastrophe, organisée par Emmanuel Macron et Marine Le Pen, d'advenir, à **l'unité de la gauche et à construire un Front Populaire.**

Construire un Front populaire face au péril que représente une extrême droite aux portes du pouvoir.

Et nous avons eu raison de le faire.

Pour battre l'extrême droite, **le monde du travail a besoin d'espoir et de perspectives** en rupture avec la politique d'Emmanuel Macron.

Il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale, avec des propositions fortes pour augmenter les salaires et les pensions, défendre notre industrie et nos services publics et gagner le droit à la retraite à 60 ans.

Le 11 juin, CGT – CFDT – Unsa – FSU – Solidaires rappellent que depuis des années notre pays traverse une crise sociale et démocratique causée par une politique qui tourne le dos au social et qui crée le déclassement : l'abandon de nos industries et de nos services publics, le passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

Pour ces 5 organisations syndicales notre République et notre démocratie sont en danger.

La CGT a déployé ses militantes et militants pour dénoncer l'imposture sociale de l'extrême droite car oui le silence est une prise de position, car oui faire le dos rond en pensant que ça va bien se passer ce n'est pas la culture de la CGT. Nous sommes indépendants, nous ne sommes pas neutres encore moins face à l'extrême droite raciste, antisémite, xénophobe, antiféministe et homophobe.

Nos camarades qui travaillent dans les collectivités gérées par l'extrême droite ont pu mesurer l'ensemble des mesures anti-sociales (privatisations, cantines, crèches, associations...) qui sont mises en œuvre et son acharnement contre les militantes et militants syndicaux : Sanctions, intimidations, répressions syndicales, remises en cause d'occupation de locaux syndicaux...

Qu'en serait-il avec l'extrême droite au pouvoir pour les femmes et les hommes fonctionnaires qui ont choisi de servir le service public et l'intérêt général ?

Oui, il faut des contre – pouvoir face à la dérive illibérale de la France où actuellement plus de 1000 syndicalistes sont poursuivi·es devant les tribunaux.

Oui il faut reconquérir des droits sociaux pour défendre les travailleuses et travailleurs que nous sommes.

Oui il faut de vrais CHSCT. Oui il faut pouvoir agir pour la santé et la sécurité au travail et défendre la dignité au travail.

Oui nous avons œuvré au nouveau front populaire pour que l'espoir demeure, car « notre héritage n'est précédé d'aucun testament » (René Char).

Les représentant·es CGT Finances publiques 13 au CSAL FS de la Drfip 13